

la fin annoncée du “petit Saïgon” sur Lot



article de la rubrique [histoire et colonies](#) > [la France des camps](#)
date de publication : mercredi 14 octobre 2009

Au cours de la période de décolonisation plusieurs camps ont été réouverts dans le département du Lot-et-Garonne pour recevoir différents groupes de rapatriés. Le plus connu est sans doute celui de Bias par lequel de très nombreux harkis sont passés à partir de 1962 et qui fut à la pointe de la révolte de la jeunesse harkie en 1975.

Huit ans auparavant, un autre camp avait été réactivé à Sainte-Livrade-sur-Lot. Après la débâcle française en Indochine, consécutive à la défaite de Diên Biên Phu (1954), plus d'un millier de réfugiés d'Indochine y furent installés dans l'euphémique “[Centre d'accueil des Français d'Indochine](#)” (CAFI). Aujourd'hui le CAFI est en voie de « *réhabilitation* » - certains parlent de « *destruction/reconstruction* ».

Un journaliste de *Courrier International* a rencontré l'été dernier les dernières Indochinoises nonagénaires qui y habitent encore. A la suite de son article, vous trouverez [quelques liens](#) permettant de mieux appréhender la situation.



Mammies de Sainte-Livrade (photo archives *Sud Ouest*)

Sainte-Livrade sur Mékong

par Tommaso Basevi, *Courrier International*, le 20 août 2009 [\[1\]](#)

Le Centre d'accueil des Français d'Indochine (CAFI) de Sainte-Livrade a été créé après la défaite de Diên Biên Phu, en 1954. Ce camp composé de 26 baraquements militaires préfabriqués a accueilli à partir de 1956 un total de 1 160 personnes, parmi lesquelles un grand nombre d'enfants (60 % du total). Ces "logements" ne comportaient ni salle de bains, ni eau chaude, ni WC et le règlement intérieur interdisait de sortir du camp sans autorisation administrative.

Elles s'en vont l'une après l'autre. Comme de petites lucioles attrapées par la poussière du temps, elles s'éteignent dans leurs maisonnettes entourées de jardins bonsaïs, emportant avec elles une histoire demeurée secrète et laissant une ultime trace lumineuse sur le seuil. Comme par enchantement, la vieillesse a balayé la peur. Aujourd'hui, les dernières "grands-mères d'Indochine" de France ont enfin envie de faire connaître ce qu'a été leur vie. Mais l'endroit où elles ont vécu pendant plus de cinquante ans, le camp d'accueil pour les rapatriés de la guerre d'Indochine, près de Sainte-Livrade, dans le Lot-et-Garonne, est maintenant presque vide. La plupart des "résidents" se sont dispersés aux quatre coins de la France.

Pendant un demi-siècle, elles ont gardé pour elles leurs rancœurs et aujourd'hui elles disent enfin leur sentiment de s'être fait voler leur vie. Dans l'illusion d'éphémères amours coloniales, veuves ou épouses abandonnées et trahies par des militaires ayant une double vie, elles avaient été précipitamment embarquées avec leurs enfants après la "débâcle" française en Indochine, puis envoyées loin des regards indiscrets, dans une région oubliée de tous, parquées dans un camp contrôlé par d'anciens fonctionnaires de police, entouré de barbelés. Joséphine Le Crenn est une petite silhouette fragile, recroquevillée sur son divan. Mais sa voix est limpide, comme ses pensées. Elle se lève en s'aidant de deux cannes et regarde en arrière. *"Le premier jour, quand on nous a amenées ici, au Petit Saigon, j'ai voulu mourir. Mon fils, qui avait 4 ans, ne voulait pas descendre du car et m'a demandé : 'Maman, c'est ça la France ? – Oui, mon fils, c'est ça la France', lui ai-je répondu. Il faisait froid, l'herbe était haute entre les baraques. On nous a donné une écuelle et deux couverts, et on nous a laissés comme ça."*

Couvre-feu à 22 heures et paternalisme au quotidien

Joséphine a 98 ans. Elle est née dans la région de Hanoï et parle un français parfait. Elle l'a appris à l'école des colonisateurs. Ses yeux, qui ne sont plus maintenant que deux minces fentes, me scrutent intensément. Pourquoi cette attention soudaine après des décennies d'indifférence ? *"Nous avons été invisibles, des 'choses' qu'on a exploitées, des naïves qu'on abusait. On nous décrivait Hô Chi Minh comme un monstre et nous, nous avons peur de lui. Maintenant, savez-vous ce que j'en pense ? Je le respecte. Il a redonné sa dignité à un peuple réduit à la misère."* Les longues heures de solitude passées dans le camp, qui n'est plus peuplé aujourd'hui que de souvenirs, l'ont aidée à penser, à renouer les fils de son existence. Tout devient plus clair et se teinte d'amertume, de regrets pleins de dignité. *"Aujourd'hui, il est trop tard et c'est vraiment dommage. C'est aussi notre faute. Nous n'avons pas le courage de nous rebeller, nous avons peur qu'on nous enlève nos enfants, qu'on les place dans des orphelinats. Et puis il n'est pas facile de raisonner lorsqu'on passe toutes ses journées courbées dans les champs à*

ramasser des haricots et des tomates payées au cageot, le dos brisé quand on rentre à la maison, avec quatre enfants à nourrir.”

On me raconte la bataille épique de Diên Biên Phu, qui scella dans le sang la fin de l’aventure coloniale française en Extrême-Orient, et la fuite éperdue devant l’avancée du Vietminh ; les tribulations du voyage transocéanique, les baptêmes forcés, le débarquement à Marseille et les autocars qui, en 1954, déversaient les jeunes femmes et leurs enfants dans les campagnes désolées du Lot-et-Garonne. On me montre la pagode et le terrain de football, aujourd’hui à l’abandon, aux grillages arrachés, où dans les années 1960 et 1970 leurs fils disputaient des matchs contre les équipes des villages voisins. Les images et les souvenirs défilent et, aujourd’hui, après tant de souffrances, l’Histoire prend des airs de farce amère. L’autorité exercée par les Français “de souche” qui leur faisaient si peur apparaît aujourd’hui pour ce qu’elle était : l’imbécile coup de patte du “tigre de papier” vaincu sur le champ de bataille et incapable de renoncer à ses prérogatives racistes. On évoque le visage dur et fermé du directeur du camp, le sévère M. Bouchet, sélectionné en raison de son long “apprentissage” au Tonkin. Avec ses méthodes autoritaires et paternalistes - et pour le compte du ministère de la Défense -, Bouchet administrait la vie de plus d’un millier de personnes parquées à partir de 1956 dans ce coin de France isolé au milieu des champs.

“Je ne pourrai jamais oublier le regard plein de terreur qu’avait ma mère quand elle était convoquée au bureau de l’administration”, raconte Mathieu Samel, qui a passé son enfance dans ce camp et est aujourd’hui réalisateur de télévision. *“Quand nous étions enfants, le couvre-feu était sonné à 22 heures. La seule fois où nos parents, qui pendant des années avaient baissé la tête, décidèrent de former une association, le préfet envoya une garnison de gardes mobiles qui restèrent pendant des années à surveiller l’entrée du camp. Ceux qui ne rentraient pas chez eux à temps étaient forcés de rester dehors pendant toute la nuit. Les signes extérieurs de richesse n’étaient pas admis. Pas de voitures, pas même une Mobylette pour aller travailler. Si au cours d’une inspection on en trouvait une en notre possession, on était chassé du camp et on n’avait plus le droit d’y revenir”,* explique Jean-Claude Rogliano, qui aujourd’hui, comme Hélène, est revenu habiter au lotissement N et a installé une petite caméra vidéo artisanale à l’entrée, pour protéger son jardin exotique, méticuleusement entretenu.

Les enfants des grands-mères du camp ont aujourd’hui entre 50 et 60 ans et habitent Toulouse, Bordeaux, Paris. Quelques-uns sont revenus, à la suite d’un divorce, d’une séparation ou d’un licenciement, mais la plupart “s’en sont sortis”, ont fondé une famille et ont aujourd’hui un métier respectable. Ils reviennent au camp à la mi-août ou pour la fête du Têt, le nouvel an chinois. Ils viennent avec leurs petits-enfants retrouver les mères et les grands-mères, à qui ils demandent de leur préparer le bun chan, le porc laqué accompagné de nuoc mâm et de feuilles de menthe et de persil vietnamien, qu’elles cultivent en pot et qui égayaient les façades. Ils viennent aussi s’approvisionner à l’épicerie de la famille Gontran, qui a des produits introuvables ailleurs. Mais la municipalité, ainsi que diverses commissions ministérielles ont déclaré les baraquements insalubres. Pendant plus d’un demi-siècle, rien n’a été fait pour ses habitants, sinon au nom de l’assimilation forcée et de la négation d’une culture qui n’était pas conforme aux valeurs rigides de la république. *“Je me demande ce qui pouvait bien passer par la*

tête de notre institutrice quand elle nous expliquait au cours d'histoire que nos ancêtres étaient des Gaulois", ironise Mathieu Samel, le documentariste.

"Nous sommes pour toujours ceux du petit Saïgon"

Aujourd'hui, le camp semble végéter dans l'attente interminable d'une improbable décision communale de "réhabilitation". Les lettres recommandées ont dissuadé les efforts des grands-mères, des enfants et des petits-enfants pour sauvegarder ces quelques hectares oubliés auxquels les attache un fort sentiment d'appartenance cimenté par les souffrances. Mais la colère pudique de *"ceux du Petit Saïgon"* survivra aux pelleteuses qui ont déjà commencé à creuser. Le camp n'est pas fait seulement de murs et de baraques. *"Au fond de nous, nous ne sommes ni français ni vietnamiens, nous ne sommes même pas eurasiatiques comme d'autres métis. Nous sommes ceux du Petit Saïgon, ceux du centre d'accueil. Et nous le resterons toujours, quoi que nous fassions"*, me dit un garçon de la troisième génération.

Comment est-il possible, alors, qu'un camp qui était un symbole d'exclusion, dont les habitants étaient stigmatisés, se transforme en un hybride atemporel, au fort pouvoir d'attraction ? Au siècle dernier, Hannah Arendt expliquait à propos des camps réservés aux apatrides des démocraties libérales que ceux-ci constituaient *"le seul lieu possible pour qui est sans appartenance"*. Peut-être le Petit Saïgon est-il cet entre-deux, ce succédané d'une patrie impossible, que les enfants héritiers de l'exode indochinois viennent chercher chaque été. Les hésitations des institutions qui ne se résolvent ni à laisser le camp survivre jusqu'à ce qu'il meure, ni à intervenir pour accélérer sa mort montrent peut-être qu'il s'est réapproprié son destin.

En juin 2008, les Mammies avaient adressé une lettre-pétition à Mme PASUT, Maire de Sainte-Livrade sur Lot.

Madame le Maire

Tout d'abord, nous tenons à vous adresser toutes nos sincères félicitations pour votre élection, en qualité de premier magistrat de la commune de Sainte-Livrade sur Lot.

En second lieu, nous sollicitons toute votre bienveillance pour examiner notre requête ci-après exposée :

Nous sommes les derniers témoins, des rapatriés d'Indochine de la première génération, et nous habitons le CAFI depuis plus de 52 ans où nous avons socialement organisé notre mode de vie autour d'un quartier, créé notre propre environnement d'entraide et de solidarité, de soutien mutuel où les plus jeunes et les plus valides aident leurs aînés plus âgés, et pour la plupart invalide ou malades. Nos logements actuels, même par leur inconfort, restent le seul lieu où nous nous sentons en sécurité, où nous avons nos marques et nos repères, nos habitudes, nos souvenirs : nos racines.

Déménager dans de nouveaux logements serait, pour nous, un crève coeur, une nouvelle déchirure, voire un drame où nous perdrons tous ces repères qui sont notre quotidien aujourd'hui et qui nous aident à vivre.

La plupart d'entre nous, de par leur âge, sont à la veille du Grand Départ, et nous souhaitons pouvoir le faire dans la sérénité et la dignité dans nos logements actuels qui restent, pour nos coeurs, un lieu "sacré" qui a atténué nos souffrances du rapatriement, qui a vu grandir nos enfants et nos petits-

enfants, qui est aussi le témoin de nos propres mémoires familiales faites de drames et de joies : l'histoire d'une vie.

Nous faisons appel à vos sentiments d'humanité et de générosité pour nous aider à rester dans ce lieu de mémoires, qui est notre seule richesse.

Nous vous prions de croire, Madame le Maire, en l'expression de notre parfaite considération.

Sainte-Livrade le 5 juin 2008

signé : les Mammies

La "réhabilitation" du CAFI en quelques liens

- **Janvier 2006** – Présentation : « Le temps des pioches », « Le choix de l'emprunt » (*Sud Ouest*) : <http://www.rapatries-vietnam.org/ca...>
- **Mars 2007** – La réhabilitation est évoquée au conseil municipal (*Sud Ouest*, 11 mars 2007) : <http://www.rapatries-vietnam.org/fo...>
- **Janvier 2008** – Signature d'une convention entre la mairie et l'ANRU (*Sud Ouest*, 12 janvier 2008) : <http://www.rapatries-vietnam.org/si...>
- **Février 2009** – Compte-rendu par la CEP (Coordination des Eurasiens de Paris) d'une réunion avec le sous-préfet Guy Macres, Claire Pasut, maire de Sainte-Livrade-sur-Lot, et des opérateurs en charge de la réhabilitation (13 février 2009) : <http://www.rapatries-vietnam.org/re...>
- **Juillet 2009** – Le Conseil régional apporte son appui à l'opération de réhabilitation : <http://www.rapatries-vietnam.org/re...>

Notes

[1] Référence : <http://www.courrierinternational.co...>